

N°406
MARS
2024

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

POINT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT 2024

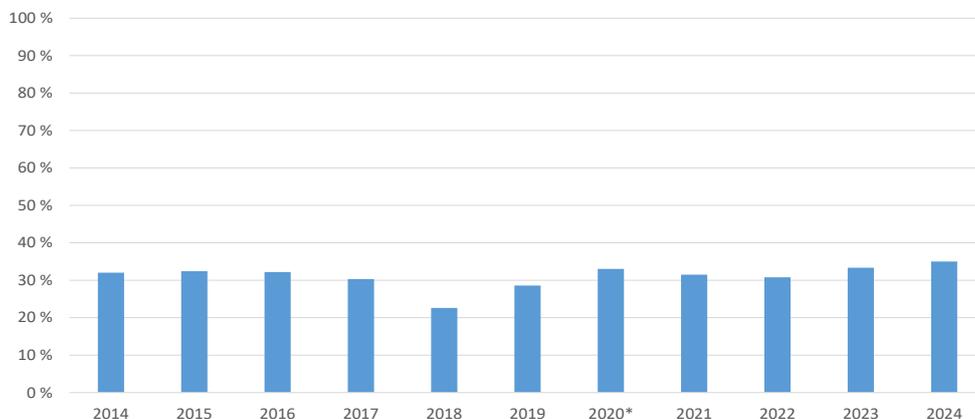
Dans un contexte de retour progressif de l'inflation vers la cible de la Banque Centrale Européenne (BCE) et les anticipations d'une baisse des taux directeurs des banques centrales, les marchés de dette souveraine en zone euro et en France continuent de montrer leur résilience. Ainsi, l'Agence France Trésor (AFT) a réalisé plus d'un tiers de son programme de financement pour 2024 lors du premier trimestre de l'année. En effet, l'AFT a levé sur les marchés, à la fin du mois de mars, environ 99,8 milliards d'euros d'OAT à moyen et long terme sur les 285 milliards d'euros prévus en 2024. Par comparaison, l'AFT avait procédé à 90 milliards d'émissions sur la même période en 2023 pour un programme de 270 milliards d'euros.

Conformément à ce qui avait été annoncé dans [le programme indicatif de financement pour 2024](#), l'AFT a procédé à la création de deux nouvelles souches d'obligations par syndication. La première, [l'OAT verte 3,00 % 25 juin 2049](#), quatrième obligation souveraine verte française, a été lancée le 16 janvier dernier pour un montant inégalé de 8 milliards d'euros. La deuxième [l'OAT 3,25 % 25 mai 2055](#), nouvelle souche de référence à 30 ans, a été lancée le 27 février pour un montant de 8 milliards. En janvier, l'AFT a également créé, par adjudication, [l'OAT 2,50 % 24 septembre 2027](#), nouvelle souche de référence à 3 ans.

Pour la suite de l'année, l'AFT prévoit le lancement, par voie d'adjudication, d'une nouvelle souche de référence à 5/6 ans ainsi que d'une nouvelle souche de référence à 10 ans. Sur le segment des obligations indexées sur l'inflation, l'AFT examinera l'opportunité de l'émission, par syndication, d'une obligation indexée sur l'inflation européenne (OAT€i) de maturité 20 ans.

Avec plus d'un tiers des émissions réalisées en un trimestre, le taux de réalisation du programme d'émission de l'AFT en 2024 est en ligne avec celui des années précédentes. Cela illustre la pertinence de la stratégie de l'AFT reposant sur les principes de régularité, de prévisibilité et de transparence.

Avancement net du programme de financement à fin mars sur la période
2014 - 2024



*Par rapport à la cible initiale, le programme ayant, par la suite, été augmenté dans le cadre de la réponse à la pandémie

Après un pic du taux à 10 ans en octobre 2023 à 3,57 %, les taux à 10 ans ont oscillé entre 2,61 % et 2,98 % depuis le début 2024. Par ailleurs, le taux moyen pondéré des émissions d'OAT s'élève à 2,81 % à fin mars 2024, après une année 2023 où il s'est établi en moyenne à 3,03 %.

Après la fin des achats nets d'actifs de la Banque Centrale Européenne (BCE) en 2022, les investisseurs s'intéressent de plus en plus à la dynamique derrière la demande d'obligations d'État de la zone euro, afin de déterminer qui achèterait ces obligations, puisque la BCE, insensible au prix, a été, puis a cessé d'en être le principal acheteur via sa politique d'assouplissement quantitatif (QE).

L'analyse de J.P. Morgan des données disponibles issues des sources officielles montre qu'après la fin des achats nets d'actifs de la BCE en juillet 2022 (APP+PEPP), les investisseurs domestiques et étrangers ont augmenté leur exposition aux obligations souveraines de la zone euro. Les investisseurs domestiques ont été les principaux acheteurs dans les pays du sud de l'Europe, avec une demande particulièrement forte de la part des particuliers. En revanche, dans les pays coeur les investisseurs domestiques sont restés plus prudents et ce sont les investisseurs étrangers qui en ont été les principaux acheteurs.

En examinant les différents types d'investisseurs, nous constatons qu'après la fin du QE, il y a eu une augmentation de la demande d'obligations souveraines de la zone euro en provenance principalement des fonds de pension, d'autres résidents nationaux (surtout des particuliers) et d'investisseurs étrangers. Les compagnies d'assurance ont continué à être de faibles vendeurs nets après la fin du QE, tandis que la demande émanant des banques nationales a été inégale dans la zone euro.

Depuis mars 2023 et le début de la réduction du bilan de la BCE via sa politique de resserrement quantitatif (QT), cette tendance s'est confirmée, les investisseurs étrangers devenant des acheteurs nets d'obligations d'État non seulement dans les pays coeur, mais aussi progressivement, dans le reste de la région. En outre, les particuliers ont largement augmenté leurs achats d'obligations d'État, principalement dans les pays d'Europe du Sud.

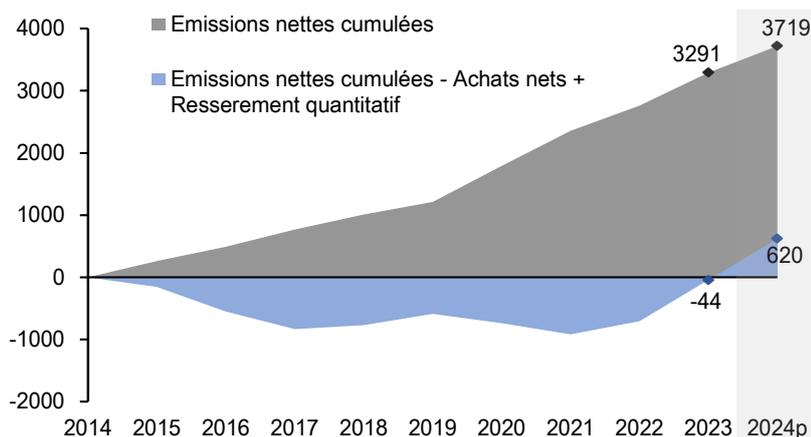
Sur la base de cette analyse, nous prévoyons pour 2024 que la demande du secteur privé pour les obligations d'État de la zone euro restera suffisamment forte pour absorber les importantes émissions actuelles des États et éviter toute pression significative sur les spreads intra-zone euro. Nous anticipons que les rendements et les niveaux de spreads devraient rester intéressants, dans notre scénario de base les investisseurs se concentrent de plus en plus sur des stratégies de portage à mesure que la BCE entame son cycle d'assouplissement de sa politique de taux. Nous pensons en effet que le rendement ajusté du risque et net du coût de refinancement des obligations d'État de la zone euro et l'écart de taux par rapport à l'Allemagne continueront de s'améliorer en 2024, ce qui rendra les obligations souveraines de la zone euro également intéressantes pour des investisseurs sensibles au prix. Nous pensons que la demande d'obligations souveraines de la zone euro pour 2024 se maintiendra également car, depuis 2015, et en dépit d'émissions croissantes, les investisseurs ont sous-investi dans les obligations d'État de la zone euro (Graphique 1). Par conséquent, nous nous attendons à ce que les investisseurs continuent d'augmenter leur exposition aux obligations d'État de la zone euro après des années de ventes nettes dans le cadre de la politique de QE de la zone euro. En ce qui concerne la répartition des investisseurs, nous prévoyons pour cette année que les détenteurs domestiques continueront à être les principaux acheteurs dans les pays d'Europe du Sud, la demande des particuliers restant stable bien que moins dynamique que dernièrement. Les investisseurs étrangers, même s'ils restent sensibles aux prix, continueraient à acheter dans les pays coeur et, de plus en plus, dans le reste de la région.

Les données disponibles, jusqu'à présent pour 2024, témoignent d'un appétit fort des investisseurs pour les obligations d'État de la zone euro. En effet, en janvier et février, les émetteurs souverains ont émis environ 110 milliards d'euros par syndication, un montant plus important que celui observé au cours des deux dernières années. Les statistiques sur les syndications effectuées par les souverains de la zone euro depuis le début de l'année montrent des ratios livre d'ordres/taille des émissions supérieurs aux années précédentes, ce qui, conformément à nos attentes, souligne l'appétit des investisseurs pour les obligations d'État de la zone euro. Les détails des allocations montrent également une participation plus importante des investisseurs internationaux pour la plupart des opérations, ce qui correspond globalement à notre point de vue selon lequel la demande des pays étrangers augmenterait dans la région en 2024. La demande des banques centrales et des institutions officielles a fortement augmenté, suivie par celle des gestionnaires d'actifs et des trésoreries de banques dans les syndications des souverains de la zone euro depuis le début de l'année.

Dans l'ensemble, selon notre scénario central, nous prévoyons que la demande d'obligations d'État de la zone euro restera soutenue en 2024. Nous reconnaissons toutefois que l'équilibre entre l'offre et la demande d'obligations d'État de la zone euro reste fragile et qu'il pourrait être rompu en cas de chocs négatifs tels que la hausse du risque politique, de la volatilité ou du maintien d'une politique monétaire restrictive de la BCE plus longtemps qu'attendu. De tels scénarios de risque pourraient en effet rapidement soulever des inquiétudes au sujet de qui achètera ? l'offre abondante d'obligations souveraines de la zone euro.

Graphique 1 : Nous pensons que la demande d'obligations souveraines de la zone euro pour 2024 se maintiendra également car, depuis 2015, et en dépit d'émissions croissantes, les investisseurs ont sous-investi dans les obligations d'État de la zone euro

Résumé de la demande d'obligations d'État de la zone euro pendant l'assouplissement quantitatif et les attentes de JPM pour 2024



Source : BCE, JP Morgan

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

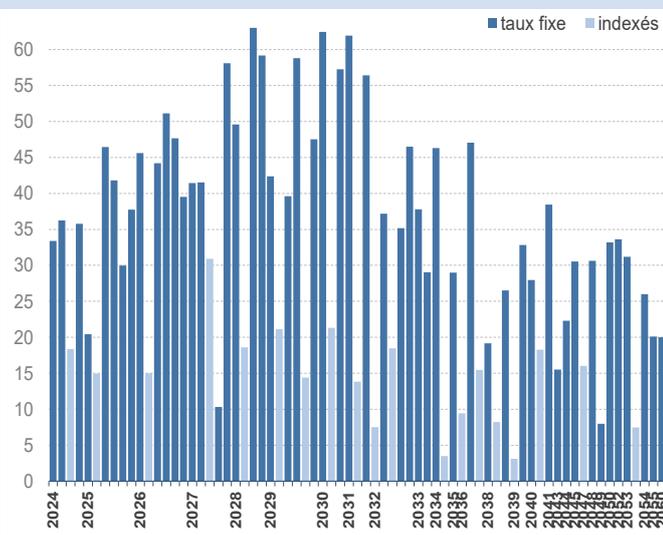
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Avril 2024	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	17	24	02/05	22	8	22
Mai 2024	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	23	29	/	20	6	20

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 29 FÉVRIER 2024

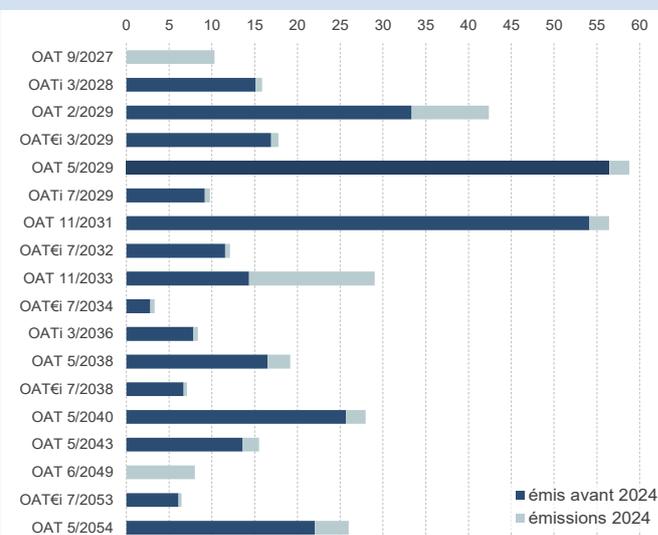
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 29 FÉVRIER 2024

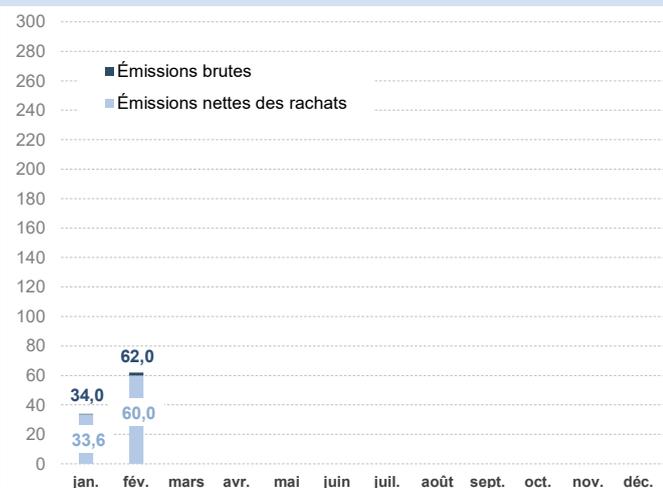
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 29 FÉVRIER 2024

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 29 FÉVRIER 2024

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mars-24	0,1	33,4
avr-24	8,4	
mai-24	11,6	36,3
juin-24	0,9	
juil-24	2,3	18,7
août-24		
sept-24	1,3	
oct-24	6,5	
nov-24	3,2	35,8
déc-24		
janv-25		
févr-25	1,4	21,5

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2023

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



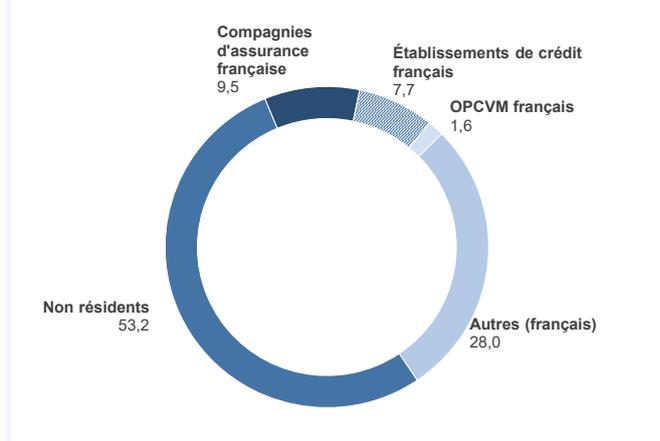
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2023

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 29 FÉVRIER 2024

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 289 916 542 390
Encours démembré	46 945 235 000
Durée de vie moyenne	9 ans et 40 jours
Total dette à court terme	173 822 000 000
Durée de vie moyenne	124 jours
Encours total	2 463 738 542 390
Durée de vie moyenne	8 ans et 179 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2020 AU 29 FÉVRIER 2024

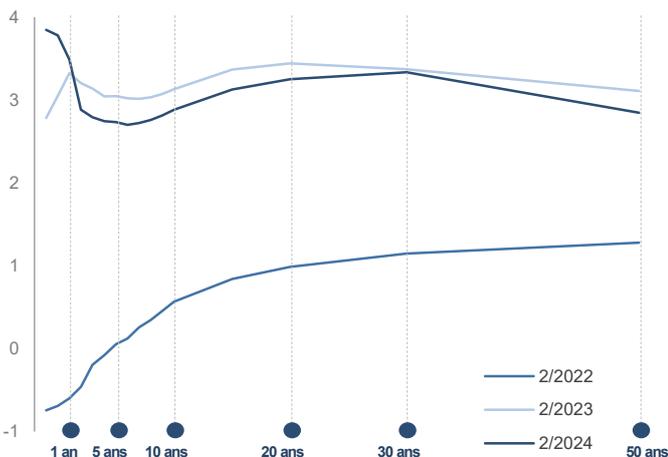
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2021	Fin 2022	Fin 2023	Fin janvier 2024	Fin février 2024
Encours de la dette négociable	2 145	2 278	2 430	2 463	2 464
<i>dont titres indexés</i>	236	262	271	273	276
Moyen et Long Terme	1 990	2 129	2 261	2 294	2 290
Court Terme	155	148	169	170	174
Durée de vie moyenne de la dette négociable	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	153 jours	184 jours	168 jours	164 jours	179 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

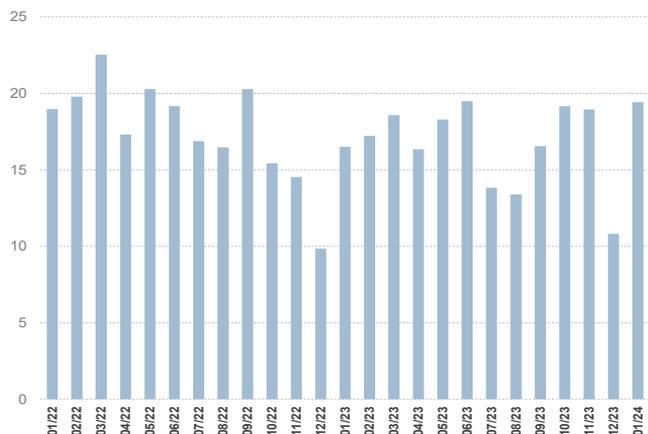
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

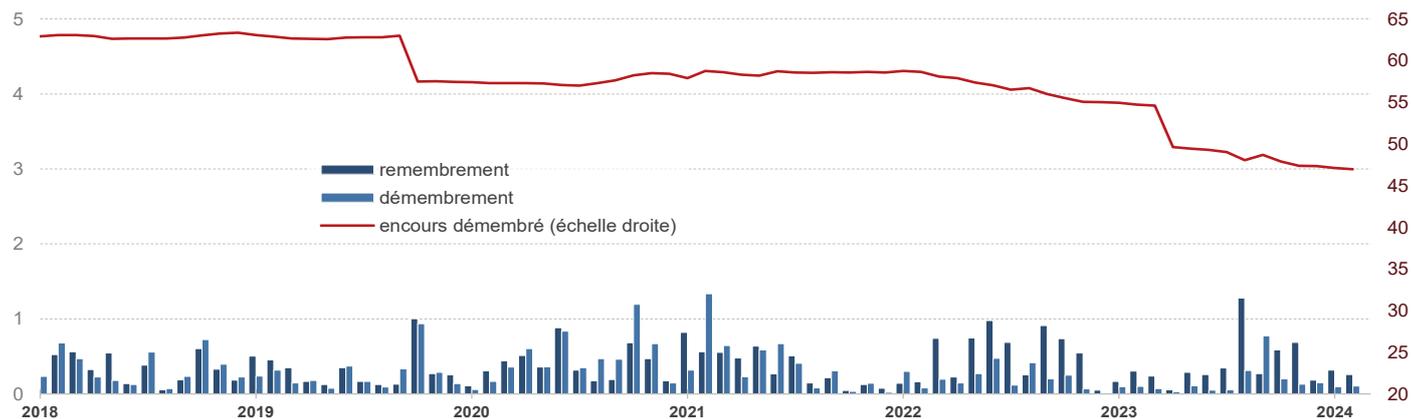
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRMENT ET DE REMEMBREMENT

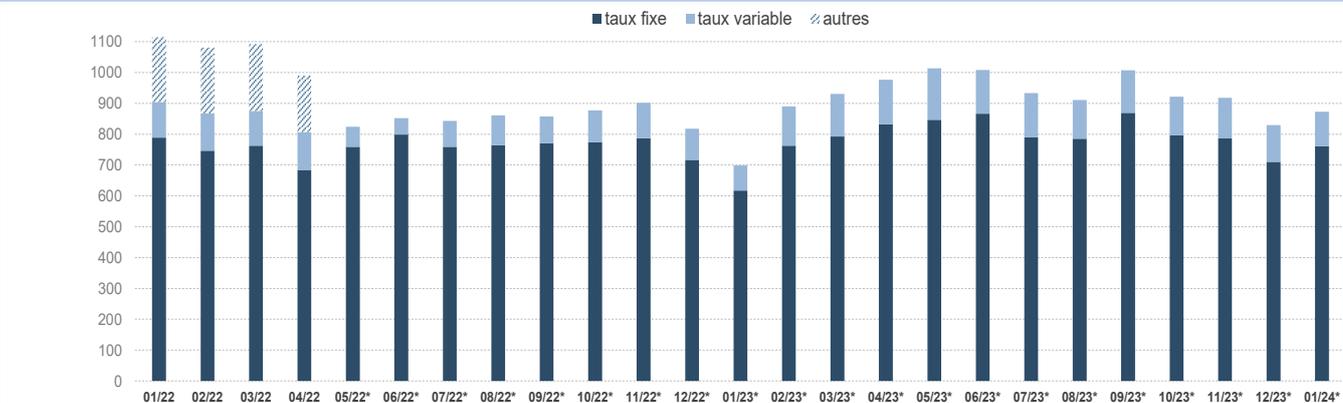
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 29 FÉVRIER 2024

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127921304	BTF 6 mars 2024	7 760 000 000
FR0128071000	BTF 13 mars 2024	4 675 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 906 000 000
FR0128227693	BTF 27 mars 2024	2 999 000 000
FR0128227685	BTF 4 avril 2024	7 028 000 000
FR0128227701	BTF 10 avril 2024	6 911 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	9 076 000 000
FR0128227719	BTF 24 avril 2024	6 601 000 000
FR0128071034	BTF 2 mai 2024	8 213 000 000
FR0128227727	BTF 8 mai 2024	6 471 000 000
FR0127921072	BTF 15 mai 2024	7 658 000 000
FR0128227735	BTF 23 mai 2024	7 309 000 000
FR0128071042	BTF 29 mai 2024	4 563 000 000
FR0127921080	BTF 12 juin 2024	9 590 000 000
FR0127921312	BTF 10 juillet 2024	10 779 000 000
FR0128227768	BTF 24 juillet 2024	6 442 000 000
FR0127921320	BTF 7 août 2024	9 098 000 000
FR0128227776	BTF 21 août 2024	5 718 000 000
FR0127921338	BTF 4 septembre 2024	7 855 000 000
FR0128071059	BTF 2 octobre 2024	7 214 000 000
FR0128071067	BTF 30 octobre 2024	8 446 000 000
FR0128071075	BTF 27 novembre 2024	4 592 000 000
FR0128227792	BTF 2 janvier 2025	7 199 000 000
FR0128227800	BTF 29 janvier 2025	6 722 000 000
FR0128227818	BTF 26 février 2025	1 997 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 - 2027) AU 29 FÉVRIER 2024

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		123 801 036 360				
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	33 403 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	36 268 000 000			0	x
FR0011427848	OAT <i>€i</i> 0,25% 25 juillet 2024	18 359 036 360 (1)	1,25369	14 644 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	35 771 000 000			37 000 000	x
Échéance 2025		191 338 354 108				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	20 429 000 000			0	x
FR0012558310	OAT <i>i</i> 0,10% 1 mars 2025	14 932 425 990 (1)	1,17643	12 693 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	46 464 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	41 835 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	29 955 928 118			2 569 834 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 722 000 000			0	x
Échéance 2026		243 072 955 840				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT <i>€i</i> 0,10% 1 mars 2026	14 979 955 840 (1)	1,17619	12 736 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	47 661 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		182 314 391 230				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	41 534 000 000			0	x
FR0011008705	OAT <i>€i</i> 1,85% 25 juillet 2027	30 915 391 230 (1)	1,31931	23 433 000 000	0	
FR001400NBC6	OAT 2,50% 24 septembre 2027	10 319 000 000			0	x
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	58 100 000 000			25 273 600	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2028 ET PLUS) AU 29 FÉVRIER 2024

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2028		190 704 987 798				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	49 601 000 000			0	×
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	18 625 919 730 (1)	1,17447	15 859 000 000	0	×
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	—	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	63 275 000 000			0	×
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	59 168 000 000			0	×
Échéance 2029		223 812 579 254				
FR001400HI98	OAT 2,75% 25 février 2029	42 357 000 000			0	×
FR0013410552	OATéi 0,10% 1 mars 2029	21 110 114 760 (1)	1,18783	17 772 000 000	0	×
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 215 967 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	58 805 000 000			0	×
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	14 391 584 036 (1)	1,47136	9 781 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000			0	×
Échéance 2030		141 064 150 880				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	62 459 000 000			0	×
FR0011982776	OATéi 0,70% 25 juillet 2030	21 326 150 880 (1)	1,23759	17 232 000 000	0	×
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	×
Échéance 2031		132 174 132 820				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	61 915 000 000			30 900 000	×
FR0014001N38	OATéi 0,10% 25 juillet 2031	13 831 132 820 (1)	1,17802	11 741 000 000	0	×
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	56 428 000 000			0	×
Échéance 2032		144 862 171 390				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	7 520 994 510 (1)	1,12877	6 663 000 000	0	×
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	37 183 000 000			0	×
FR0000188799	OATéi 3,15% 25 juillet 2032	18 459 854 280 (1)	1,52586	12 098 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			8 813 317 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	×
Échéance 2033		66 832 000 000				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	37 804 000 000			0	×
FR001400L834	OAT 3,50% 25 novembre 2033	29 028 000 000			0	×
Échéance 2034		49 803 743 230				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	46 294 000 000			0	×
FR001400JI88	OATéi 0,60% 25 juillet 2034	3 509 743 230 (1)	1,07037	3 279 000 000	0	×
Échéances 2035 et plus		600 136 039 480				
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 610 687 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	9 420 686 100 (1)	1,12553	8 370 000 000	0	×
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	×
FR0013327491	OATéi 0,10% 25 juillet 2036	15 473 200 890 (1)	1,21387	12 747 000 000	0	×
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	19 145 000 000			0	×
FR001400AQH0	OATéi 0,10% 25 juillet 2038	8 199 420 960 (1)	1,15664	7 089 000 000	0	×
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 248 096 400	
FR001400IKW5	OATi 0,55% 1 mars 2039	3 107 760 000 (1)	1,03592	3 000 000 000	0	×
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	32 852 000 000			0	×
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	27 956 000 000			0	×
FR0010447367	OATéi 1,80% 25 juillet 2040	18 274 236 470 (1)	1,41343	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			3 849 399 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	15 502 000 000			28 700 000	×
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	22 310 000 000			0	×
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			888 110 000	×
FR0013209871	OATéi 0,10% 25 juillet 2047	16 045 876 980 (1)	1,23174	13 027 000 000	0	×
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			613 650 000	×
FR001400NEF3	OAT 3,00% 25 juin 2049	8 000 000 000			0	×
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			157 900 000	×
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			722 100 000	×
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			270 000 000	×
FR0014008181	OATéi 0,10% 25 juillet 2053	7 456 858 080 (1)	1,15664	6 447 000 000	0	×
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	25 978 000 000			739 650 000	×
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			10 983 418 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	20 029 000 000			8 866 652 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 148 480 000	×
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	13 218 000 000			126 100 000	×

Encours de la réserve de titres de la Caisse de la dette publique au 29 février 2024
20 milliards d'euros, dont 0 euros ont été mis en pension en moyenne sur le mois.
Retrouvez le détail des titres de cette réserve sur le [site internet de l'AFT](#)
(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)
(2) valeur actualisée au 28 mars 2023; non offerte à la souscription
** Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.*

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,8 %	01/2024
Consommation des ménages*, glissement annuel	-1,0 %	01/2024
Taux de chômage (BIT)	7,5 %	T4-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	3,0 %	02/2024
• ensemble hors tabac	2,7 %	02/2024
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,9 Md€	01/2024
" "	-6,4 Md€	12/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-1,0 Md€	01/2024
" "	-0,2 Md€	12/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,83 %	29/3/2024
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,89 %	29/3/2024
Euro / dollar	1,08	29/3/2024
Euro / yen	163,16	29/3/2024

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2022	2023	niveau à la fin janvier		
			2022	2023	2024
Solde du budget général	-158,20	-168,16	-11,89	-16,35	-22,61
Recettes	354,74	361,72	23,53	23,02	20,83
Dépenses	512,94	519,92	34,42	39,37	43,44
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6,73	-5,10	-4,04	-4,80	-3,14
Solde général d'exécution	-151,44	-173,26	-15,93	-21,15	-25,74

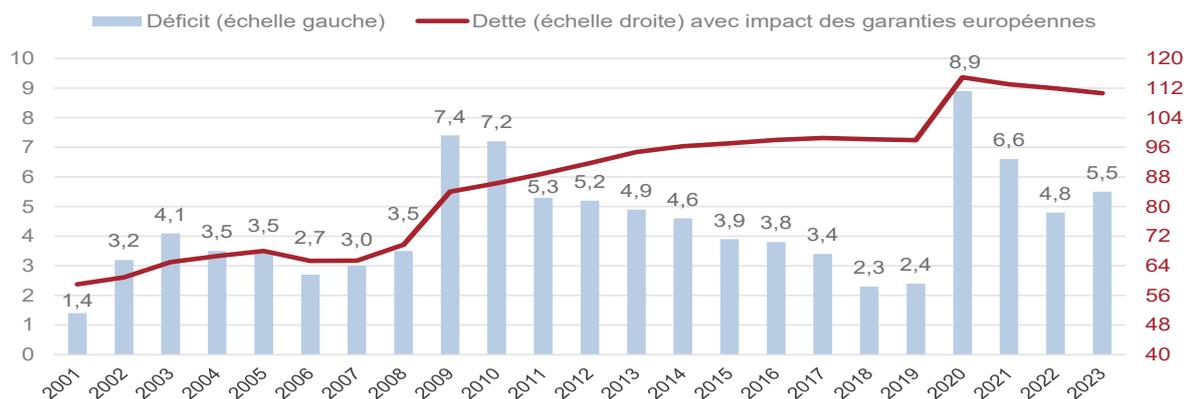
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

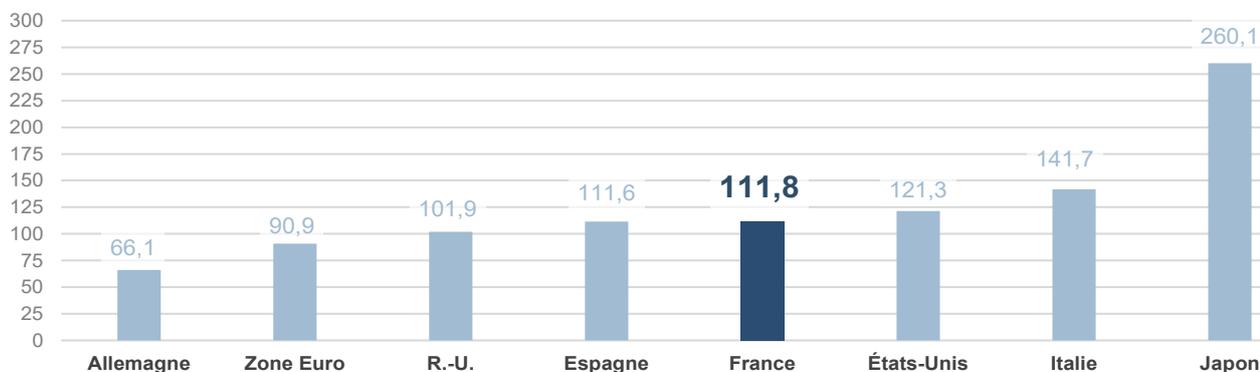
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

AVRIL 2024 

3 Inflation (IPCH) résultats provisoires en mars	5 Indice de la production industrielle en février	9 Commerce extérieur en valeur en février	9 Balance des paiements	12 Indice des prix à la consommation en mars - résultats définitifs	15 Réserves nettes de change en février
17 Inflation (IPCH) résultats définitifs en mars	25 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en avril	26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en avril	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mars	30 Comptes nationaux trimestriels : première estimation T1	30 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mars
30 Indice des prix à la consommation en avril - résultats provisoires	30 Inflation (IPCH) résultats provisoires en avril				

MAI 2024 

2 Inflation (IPCH) résultats provisoires en avril	3 Indice de la production industrielle en mars	7 Commerce extérieur en valeur en mars	7 Balance des paiements	7 Emploi salarié : première estimation	15 Réserves nettes de change en mars
15 Indice des prix à la consommation en avril - résultats définitifs	17 Taux de chômage au sens du BIT	17 Inflation (IPCH) résultats définitifs en avril	24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	29 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en avril
31 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T1	31 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en avril	31 Indice des prix à la consommation en mai - résultats provisoires	31 Emploi salarié : résultats définitifs		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Antoine Deruennes
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».